

Projets stratégiques russes autour de la Géorgie : les objectifs de Moscou à la veille de la rencontre de Genève

Par Laurent VINATIER



Laurent VINATIER, docteur en Sciences politiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, est chercheur associé à l'Institut Thomas More, animateur du Project on Emerging Actors à Bruxelles, et est l'auteur de *L'islamisme en Asie centrale, géopolitique des mouvements islamiques, des réformateurs aux radicaux* (Paris, Armand Colin, 2002) et *Russie : l'impasse tchéchène* (Paris, Armand Colin, 2007) et (en collaboration) *La Russie de Poutine à Medvedev* (Paris, Unicom, 2008).

Dans la nuit du 7 au 8 août 2008, en réponse à des provocations de plus en plus violentes des milices sud-ossètes, l'armée géorgienne pénètre en Ossétie du Sud et menace de prendre la capitale Tskhinvali. La Russie réagit immédiatement et dès le 8 août bombarde la ville de Gori ainsi que des sites stratégiques au sein même du territoire géorgien. Des unités de l'armée russe, entre le 9 et le 12 août, prennent position en Ossétie du Sud, en Abkhazie et sur le territoire géorgien, dans deux zones de tampon autour des entités sécessionnistes. Le conflit s'internationalise. L'Union européenne se pose en médiateur entre la Géorgie et la Russie ; les Etats-Unis restent discrets, mais fermes.

Le 26 août, la Russie reconnaît officiellement l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Son armée n'a toujours pas quitté le territoire géorgien. Le 8 septembre, au terme d'une visite des hautes autorités européennes à Moscou, le Kremlin s'engage à se retirer des zones occupées sur le territoire géorgien (mais non d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud) d'ici au 10 octobre. Les autorités russes acceptent également le déploiement d'observateurs de l'Union européenne et l'ouverture de négociations internationales notamment sur le retour des réfugiés et la sécurité dans la région. L'accord est scellé et la Russie réintégrée dans le jeu politique européen le 8 octobre 2008 à Evian, à l'occasion de la World Policy Conference qui réunit le président russe et la présidence française de l'Union européenne.

Les acteurs de la crise se retrouvent à partir du 15 octobre prochain à Genève pour discuter notamment des modalités de sécurité et de stabilité dans la région et de la question des réfugiés et déplacés. A Moscou, l'heure est à la formalisation de nouveaux projets stratégiques autour de la Géorgie, que nous nous proposons de passer en revue. A court terme, en tout cas, les positions de chaque acteur devraient se consolider.

Les objectifs de la Russie : un contrat à moitié rempli

La Russie, sans aucun doute, attendait l'occasion d'intervenir en faveur de l'Abkhazie et/ou de l'Ossétie du Sud contre la Géorgie. Cet engagement, conçu de longue date, répond à trois objectifs stratégiques majeurs. Début octobre 2008, on peut considérer qu'un seul est atteint. Il est probable

que d'ici à la fin de l'année, le Kremlin cherchera à mettre à profit les négociations internationales de Genève le 15 octobre pour obtenir gain de cause sur les deux autres. Décryptage.

Objectif 1 – Stopper le processus d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN : réalisé – L'intervention russe qui aboutit à la reconnaissance officielle et unilatérale de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud puis, le 17 septembre, à la conclusion de traités d'amitié assortis d'une assistance militaire, limite considérablement les chances de la Géorgie de se voir proposer d'intégrer le *Membership Action Plan* (MAP) lors du prochain sommet de l'OTAN en décembre. Il est en effet très peu probable que les Etats de l'Alliance atlantique, à l'avenir, osent prendre en charge une telle candidature alors qu'une reprise des hostilités qui engagerait automatiquement la Russie ne peut plus être exclue.

Objectif 2 – Désarmer la Géorgie ou au moins démilitariser la zone tampon aux frontières de la Russie, de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud : non réalisé – On peut s'attendre néanmoins à ce que les délégués russes, lors des négociations internationales conduites à Genève à partir du 15 octobre, placent cet objectif parmi leurs priorités. Ils chercheront sans doute à profiter de cette opportunité diplomatique pour obtenir sur ce point le soutien de l'Union européenne. L'argumentaire russe est simple : la Russie, en se retirant et en acceptant le déploiement d'observateurs internationaux, européens en particulier, abandonne toute velléité contre la Géorgie ; par conséquent, le maintien de forces géorgiennes armées à proximité des entités abkhazes et sud-ossètes ne peut que dissimuler des intentions hostiles de revanche et ne saurait être toléré.

Objectif 3 – Obtenir la démission de Mikhaïl Saakashvili : non réalisé – C'est un objectif à moyen terme. Pour le moment, dans la perspective des négociations visant à assurer la stabilisation de la région, le président Saakashvili peut être encore utile à la Russie. En effet, en partie discrédité aux yeux des puissances internationales occidentales en raison de son aventurisme militaire, il ne pèsera pas dans les jeux d'influence diplomatiques (1). Le Kremlin, semble-t-il, souhaiterait voir Nino Bourdjanadze, ancienne présidente du Parlement aujourd'hui sans fonctions officielles, lui succéder lors d'élections qui devraient intervenir idéalement avant la fin de l'année 2008.

Les ambitions de l'Abkhazie

Le président abkhaz, Sergueï Bagapch, paraît déterminé à construire un Etat indépendant, en misant notamment sur le tourisme. A court terme cependant, il ne pourra pas éviter que l'Abkhazie soit mise au service de la Russie, sur les plans politique et militaire certes mais également économique. Le traité d'amitié signé le 17 septembre se veut clair en la matière : la Russie promet une aide militaire et économique.

Déploiement de troupes russes – L'Abkhazie devrait accueillir sur son territoire de façon permanente et désormais officielle, du point de vue de Moscou en tout cas, entre 3 500 et 4 000 soldats russes. Ils seront stationnés sur deux bases russes, l'une à Gudauta à l'ouest du pays, l'autre à Ochamchira, située à l'est.

Exploitation économique de l'Abkhazie dans la perspective des jeux de Sotchi en 2014

– L'Abkhazie devrait servir de base logistique aux grands travaux entrepris à Sotchi par la Russie. D'une part, le port de Soukhoumi s'avère beaucoup plus fonctionnel et mieux équipé pour les déchargements que les plateformes russes à proximité de Sotchi ; d'autre part, le chemin de fer reliant Sotchi à Soukhoumi, restauré et amélioré au printemps par l'armée russe, permet certes dans un sens le passage plus rapide des troupes vers l'Abkhazie mais facilite surtout aussi le transport des matériaux arrivés au port de Soukhoumi vers les espaces à construire autour de Sotchi. Enfin, l'Abkhazie est une réserve de main d'œuvre volontaire et bon marché, qui ne sera pas superflue eu égard aux travaux à accomplir.

Ambition à long terme : faire de l'Abkhazie un paradis fiscal et touristique au bord de la mer Noire, sur le modèle des petits Etats caraïbéens

– Il est certain que le climat et la géographie s'y prêtent. Cela suppose cependant, outre d'importants investissements qui devraient venir de Russie, la mobilisation conséquente en interne de compétences managériales, qui ne sont pas acquises.

Incertitudes en Ossétie du Sud

Le leader sud-ossète ne cache pas son désir d'intégrer la Fédération de Russie en rejoignant l'Ossétie du Nord. Les autorités russes cependant ne semblent pas l'envisager ainsi. Il n'est nullement dans les plans moscovites de prendre en charge un tel fardeau économique et social. En conséquence, les perspectives sud-ossètes paraissent plutôt sombres.

Situation d'enclavement économique – Depuis 1991, en dépit du conflit et de la crise latente qui perdurait, Géorgiens et Ossètes entretenaient d'intenses relations commerciales qui assuraient une certaine stabilité économique en Ossétie du Sud. La déclaration d'indépendance risque de remettre en cause ces liens et échanges mutuellement bénéfiques. L'Ossétie du Sud, menacée dès lors de paupérisation, n'aura d'autre choix que de renforcer son ouverture vers la Russie, limitée physiquement au tunnel de Roki. On ne peut donc exclure, outre l'accentuation de la criminalité organisée qui accompagne tout phénomène de paupérisation de la population, un afflux massif de sud-ossètes vers la Fédération de Russie et l'Ossétie du Nord en particulier. Les tensions avec les Ingouches, sur la question sensible du logement notamment, n'en seront que plus vives, pouvant aller jusqu'à la déstabilisation des deux républiques fédérées et déjà fragilisées.

Report *sine die* des possibilités de retour des déplacés géorgiens – Rien n'indique que les autorités sud-ossètes aient l'intention de régler ce problème à court terme. En effet les récentes déclarations du président Kokoity le 19 septembre faisant valoir que les réfugiés géorgiens ne pourraient revenir qu'à la condition qu'ils abandonnent la citoyenneté géorgienne et prennent la citoyenneté sud-ossète, ne sont guère encourageantes. Seule la Russie pourrait contraindre son vassal à plus de souplesse. La question devrait être abordée à Genève.

Ainsi, la stabilité politique, économique et sociale de l'Ossétie du Sud n'est nullement assurée. Le nouvel Etat indépendant pourrait à moyen terme s'effondrer, provoquant un accroissement des tensions entre l'Ossétie du Nord et l'Ingouchie.

Conclusion

A quelle réaction doit-on s'attendre de la part de la Géorgie ? Un nouveau conflit est-il envisageable ? Dans l'immédiat, cette option ne paraît ni pertinente ni appropriée. La Géorgie n'a pas les moyens de reconquérir par la force les entités sécessionnistes, protégées par la Russie. Le rapport de forces dans la région est gelé au détriment, pour l'instant, des Géorgiens.

Il en résulte paradoxalement une situation de relative stabilité, au moins en Abkhazie. Celle-ci sera mise à profit par la Russie dans la perspective des jeux de Sotchi. Cependant, il ne faudrait pas sous-estimer le potentiel de nuisance de certains groupes émergents et difficiles encore à identifier. L'explosion, la seconde en 2008, le 7 août au matin d'une bombe en plein centre de la ville de Sotchi, qui a tué deux touristes et fait plusieurs blessés, ne laisse pas place à l'optimisme. On ne peut exclure par exemple que des groupuscules géorgiens, animés d'une volonté de revanche, s'en prennent au projet olympique russe.

Concernant l'Ossétie du Sud, la Géorgie aurait au fond presque intérêt à attendre ou favoriser l'implosion économique et sociale de l'Etat en formation. Tbilissi pourrait en profiter alors pour reprendre le contrôle de l'enclave, non sans avoir évidemment auparavant négocié directement avec le Kremlin ; cela suppose cependant que la Russie réussisse, dans le même temps, à maintenir dans une limite gérable la déstabilisation conséquente éventuelle de l'Ossétie du Nord. Sinon, il serait dans l'intérêt des autorités de Moscou de favoriser l'assouplissement des relations, au moins commerciales, entre l'Ossétie du Sud et la Géorgie. Il faudrait également que les autorités ossètes se montrent mieux disposées à l'endroit des réfugiés géorgiens.

Mais le plus important, selon nous, est qu'il faut distinguer clairement entre les situations en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Les risques d'évolutions – en particulier négatives – ne sont pas comparables. Les dirigeants de Russie, qui doivent en avoir conscience, devraient chercher à Genève à consolider les positions respectives de leurs deux nouveaux vassaux. Cela dit, au regard des leurs deux objectifs non encore atteints, on ne peut exclure qu'ils privilégient l'un, en l'occurrence l'Abkhazie, par rapport à l'autre, l'Ossétie du Sud. C'est un processus de négociations qui s'ouvre en effet et donc de compromis, lesquels ne concernent plus directement les entités sécessionnistes mais bien l'Etat géorgien lui-même : ses capacités militaires et sa présidence.

Laurent VINATIER

(1) Analyses concordantes obtenues de diverses sources, à la suite de la visite du club Valdai à Moscou au début septembre 2008, qui réunit des chercheurs et journalistes du monde entier.
